



Mission régionale d'autorité environnementale

Provence Alpes Côte d'Azur

**Décision n° CU-2017-93-05-02
de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
après examen au cas par cas sur le
plan local d'urbanisme
de Fouillouse (05)**

n° saisine CU-2017-93-05-02

n° MRAe 2017DKPACA28

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe),

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-2, L.300-6, R.104-8 à R.104-33 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro CU-2017-93-05-02, relative au plan local d'urbanisme de Fouillouse (05) déposée par la commune de Fouillouse, reçue le 06/03/17 ;

Vu la saisine de l'Agence régionale de santé en date du 08/03/17 ;

Vu la décision de délégation du 6 juin 2016 de la MRAe ;

Considérant que la commune de Fouillouse compte 188 habitants (recensement 2014) et qu'elle prévoit 100 habitants supplémentaires et 45 logements nouveaux d'ici 2032 ;

Considérant que le projet de plan local d'urbanisme (PLU) ne prévoit pas de zone à urbaniser ;

Considérant que la commune a identifié 3,14 ha de « dents creuses » dans l'enveloppe urbaine qu'elle souhaite optimiser ;

Considérant que le projet de PLU prend en compte l'environnement naturel en identifiant et en protégeant la trame verte et bleue, les réservoirs de biodiversité (classés en zones agricoles ou zones naturelles inconstructibles) et en encadrant l'intégration paysagère des constructions (matériaux recommandés, limitation des hauteurs de clôtures, création d'espace vert) ;

Considérant que toutes les zones urbanisées sont raccordées à l'assainissement collectif et que la station d'épuration est conforme à la réglementation en vigueur ;

Considérant que le projet de PLU prévoit d'améliorer l'accessibilité et les conditions de circulation, de développer les modes de déplacements actifs (aménagement de piste cyclable et de cheminement piétons) ;

Considérant que le projet de PLU prend en compte les risques naturels (crues torrentielles, glissements de terrains, ravinements, chutes de blocs et avalanches) en ne délimitant pas de zones urbaines en zones d'aléas forts ;

Considérant que le projet de PLU n'est inscrit dans aucun périmètre de protection Natura 2000 et qu'il ne concerne pas de zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique ;

Considérant par conséquent qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, les incidences de la mise en œuvre du PLU sur la santé humaine et l'environnement ne paraissent pas significatives ;

DÉCIDE :

Article 1 – Éligibilité à l'évaluation environnementale

Le projet de plan local d'urbanisme situé sur le territoire de Fouillouse (05) n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2 – Mise à disposition du public et mesures de publicité

La présente décision a vocation à être mise en ligne par le Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) et par la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL).

Par ailleurs, la présente décision est notifiée au pétitionnaire par la MRAe.

Elle devra en outre, le cas échéant, figurer dans le dossier soumis à enquête publique ou mis à la disposition du public.

Fait à Marseille, le 26 avril 2017.

Pour la Mission Régionale d'Autorité
environnementale et par délégation,
Le Président de la Mission,



Jean-Pierre Viguier

Voies et délais de recours

Les recours sont formés dans les conditions du droit commun.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le président de l'Autorité environnementale régionale de la région PACA
MIGT Marseille
DREAL PACA
16 rue Zatarra
CS 70248
13331 Marseille Cedex 3

Un recours hiérarchique peut également être adressé à :

Madame la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer
Commissariat général au développement durable
Tour Voltaire
92055 La Défense Sud